

**Visite au Maroc de la Directrice Générale du FMI (7 au 9 mai)
Texte intégral de l'intervention de Christine Lagarde devant
le Conseil Economique Social et Environnemental jeudi 8 mai 2014**



Les Pays Arabes en Transition Renforcer le pilier central de l'économie

« Bonjour — *salaam alaykum!* C'est pour moi un grand privilège de visiter votre merveilleux pays, un pays qui allie la grandeur de la tradition à l'élan de la modernité, lasagesse ancestrale à la vitalité de sa jeunesse.

Je tiens tout d'abord à remercier le prestigieux Conseil économique, social et environnemental, et tout particulièrement son Président, M. Nizar Baraka, de m'avoir invitée à prendre la parole.

Il y a de cela trois ans, le vent du changement soufflait sur la région. Emportés par un même élan, les peuples revendiquaient un avenir économique plus radieux, une société plus juste et, surtout, une vie plus digne.

L'éminente sociologue marocaine Fatima Mernissi

[—que j'ai eu le grand plaisir de rencontrer ce matin—] l'a écrit avec éloquence : « La dignité, c'est d'avoir un rêve, un rêve fort qui vous donne une vision, un monde où vous avez une place, où votre participation, si minime soit-elle, va changer quelque chose ».

Après trois ans de transition, et malgré des revers, le rêve continue d'animer les esprits, porteur d'une solide vision d'avenir. Au-delà du seul cas du Maroc — que vous connaissez mieux que moi — je souhaiterais ce matin évoquer la prochaine étape de la transformation économique dans l'ensemble de la région.

Dans quelques jours, nous tiendrons une conférence régionale à Amman, en partenariat avec le gouvernement jordanien et le Fonds arabe pour le développement économique et

social. Dans cette perspective, j'aimerais aborder **trois thèmes** :

- Premièrement, **les progrès économiques accomplis** à ce jour et les défis à surmonter.
- Deuxièmement, **le grand chantier de la prochaine étape de la transition** : le renforcement du « pilier central », aussi bien au cœur de l'économie qu'au sein de la société — c'est à dire dynamiser les petites et moyennes entreprises et renforcer la classe moyenne.
- Troisièmement, les **politiques à mettre en œuvre** pour renforcer le pilier central dans toutes ses dimensions.

II. Bilan des progrès réalisés et défis à surmonter

Commençons par un état des lieux. La bonne nouvelle est que sur le front économique, la situation s'améliore comme en témoignent la poussée des exportations, l'augmentation de l'investissement public et les signes précurseurs d'une reprise de l'investissement privé. Les pays comme le Maroc recueillent les fruits de leurs efforts de diversification et de promotion des exportations et de l'investissement public. On le voit notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme les industries automobile, aéronautique et électronique.

Rien de cela ne relève du hasard. Durant ces trois dernières années, les avancées ont été considérables sur le front de la politique économique. Par exemple, la Jordanie a décidé de s'écarter des subventions universelles aux produits énergétiques et la Tunisie a entrepris de réformer son système bancaire.

Ces progrès sont d'autant plus impressionnants que la conjoncture extérieure n'a pas aidé et que, dans certains pays, les tensions internes s'accroissent sur le plan économique, social et financier.

Pourtant, ces progrès restent fragiles. Les tensions politiques et sécuritaires assombrissent les perspectives de la région; la douloureuse tragédie qui perdure en Syrie nous le rappelle tous les jours. Nous savons aussi qu'un retournement de situation dans les pays émergents, en Europe ou dans la région du Golfe aurait inévitablement des retombées dans la région.

Au bout du compte, la stabilité économique reste une priorité absolue. Les dérives budgétaires, l'endettement effréné, la montée de l'inflation ou l'érosion des réserves de change ne feraient que freiner le progrès et pèseraient en premier lieu sur les plus démunis.

Mais la stabilité économique en elle-même n'est pas suffisante. Les pays arabes en transition font face aujourd'hui à une crise de l'emploi aux effets dévastateurs. Le taux de chômage global est de 13 % en moyenne. Chez les jeunes, il a plus que doublé et s'élève à 29 %! Un niveau parmi les plus élevés au monde. Depuis 2010, le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 1,5 million.

En outre, la proportion de jeunes dans la population est la plus forte au monde : dans le monde arabe, trois millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

Cela peut être une chance ou une malchance. Le «dividende démographique» ouvre aux pays des perspectives de gains de productivité et de progression des revenus.

Mais toute une génération pourrait partir à la dérive et être marginalisée, déchu de sa dignité, dépossédée de sa place dans la société — une génération « perdue ».

Autrement dit, les défis pour la prochaine étape de la transition sont clairs : Comment trouver les moyens de créer les emplois nécessaires pour répondre aux aspirations d'une nouvelle génération. Comment créer une économie prospère et dynamique, porteuse de débouchés pour tous.

La tâche est ardue. Il faudra doubler la croissance, aujourd'hui voisine de 3 %, et aussi faire en sorte qu'elle crée bien plus d'emplois qu'aujourd'hui

III. L'importance de renforcer le pilier central

Comment pourrions-nous relever ces défis et tenir les promesses de la transition? À mon sens, la solution passe par le renforcement du « pilier central », celui de l'économie et celui de la société, et aussi par un juste équilibre du rôle que l'État doit jouer, sans étouffer l'économie réelle ni s'en tenir trop à l'écart. C'est là le deuxième thème que je souhaiterais aborder.

1. Le pilier central de l'économie (les petites et moyennes entreprises).

Sur le plan économique, il s'agit de revitaliser la petite et moyenne entreprise du secteur formel, épine dorsale d'une économie saine et principale pourvoyeuse d'emplois, comme nous le voyons dans les autres régions du monde.

Le chemin qui reste à parcourir est considérable. Dans l'ensemble de la région, le nombre d'entreprises pour 1.000 habitants est le quart seulement de celui de l'OCDE et la moitié seulement de celui de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale.

La structure industrielle actuelle est quelque peu déséquilibrée, avec un petit nombre de grandes entreprises dans le secteur formel, et une multitude de petites unités dans le secteur informel. Cette situation n'est pas idéale; je vais vous dire pourquoi de mon point de vue.

Le secteur formel est dominé par quelques grandes entreprises qui appartiennent à l'État ou lui sont fortement liées. Elles sont souvent à l'abri de la concurrence à la faveur d'un réseau d'influences et de relations politiques, ce qui réduit l'incitation à innover et à rester compétitif. De ce fait, rares sont les entreprises de la région qui sont à même de s'attaquer à la concurrence sur les marchés internationaux.

Nous trouvons à l'autre extrême un vaste secteur informel formé d'une constellation de petites entreprises. Dans la région, le taux d'informalité varie de 17 % en Jordanie à 35 % en Tunisie par exemple. Si l'informalité procure certains avantages aux entreprises en leur permettant de rester en marge du périmètre réglementaire et fiscal de l'État, elle comporte des coûts manifestes : moins de technologie, moins de capital, moins de main-d'œuvre qualifiée et moins d'investissement. Au final, cela entraîne une moindre productivité et une perte de compétitivité.

À l'heure actuelle, le nombre d'entreprises qui se créent est insuffisant et celles qui existent manquent d'opportunités pour croître et prospérer. Les pays doivent donner aux entrepreneurs les moyens de mettre en valeur les idées novatrices, l'esprit créatif et l'innovation dont la région abonde. À ce propos, je me réjouis des réunions que j'aurai demain avec des étudiants à Casablanca. J'ai hâte d'écouter leur perspective.

La conclusion principale ? Nous devons donc renforcer le pilier central de l'économie.

2. Le pilier central de la société (la classe moyenne).

Il en va de même du pilier central de la société. J'entends par là le renforcement de la classe moyenne.

L'idée ne date pas d'hier. Déjà Aristote écrivait «les États bien administrés sont ceux où la classe moyenne est plus nombreuse ... Partout où la classe moyenne est nombreuse, les risques de séditions et dissensions sont moindres.»

Il me semble opportun de citer Aristote, car ce sont précisément les philosophes du monde arabe qui ont transmis sa pensée à une époque où l'Europe sombrait dans les ténèbres. Je pense notamment au grand Ibn Rushd, qui a ses racines ancestrales profondes ici au Maroc.

Dans les pays arabes en transition, comme dans d'autres régions du monde, le sentiment est fort que la classe moyenne perd du terrain. Ce sentiment a animé le soulèvement de la région : les gens ordinaires supportaient de moins en moins la stagnation de leur niveau de vie et la perte d'opportunités économiques.

Dans beaucoup de pays, tels que l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc, la part de la classe moyenne dans la richesse sociale est plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'était durant les années 1960, et la position relative de la classe moyenne ne s'est pas améliorée depuis

les années 1990, alors même que la croissance pendant au moins une dizaine d'années était nettement supérieure à celle observée aujourd'hui. Permettez-moi ici de parler franchement : les dividendes de la croissance ont bien trop souvent profité aux riches en laissant bien trop de personnes sur le côté.

L'expérience internationale nous enseigne qu'une classe moyenne forte est nécessaire pour propulser l'économie, soutenir la consommation et investir dans l'avenir. Une classe moyenne solide renforce la cohésion de la société, sa stabilité et sa prospérité. La classe moyenne est le vivier d'entrepreneurs dont nous avons aujourd'hui besoin pour nourrir l'économie moderne.

Les pays doivent donc donner à leurs citoyens les moyens de gravir l'échelle sociale pour s'affranchir de la pauvreté, rejoindre la classe moyenne et poursuivre leur ascension. Ils doivent veiller à ce que les fruits de la prospérité soient partagés plus largement et plus équitablement.

3. Le juste équilibre pour la clé de voûte de l'État

J'ai parlé du pilier central de l'économie et du pilier central de la société, abordons le juste équilibre à trouver pour le rôle central que l'État doit jouer.

Aujourd'hui, dans trop de pays, l'État est trop envahissant, et le secteur public joue un rôle trop dominant. On attend toujours de lui qu'il soit l'employeur de premier recours : les jeunes diplômés universitaires aspirent à travailler dans la fonction publique, car les rémunérations sont bonnes, les prestations sont généreuses et l'emploi est assuré.

Pourtant, là aussi, l'expérience internationale nous enseigne que cela ne conduit pas au dynamisme économique. Ce n'est pas le chemin pour une société plus juste et plus inclusive.

Il est clair que l'État doit se retirer de certains secteurs et s'impliquer dans d'autres. Il doit offrir moins de subventions généralisées et plus de dispositifs de protection sociale de base pour les plus déshérités. Il doit surtout réduire son rôle d'employeur pour devenir davantage un régulateur impartial et efficace dont le rôle principal est de promouvoir un environnement propice à l'épanouissement du secteur privé, la véritable source génératrice d'emplois.

Car si le secteur public se retire, le secteur privé aura l'espace pour croître.

IV. Les politiques qui permettront de renforcer le pilier central

Quelles sont les politiques qui peuvent contribuer à renforcer le pilier central de l'économie et de la société?

Comme je le disais au début, la stabilité macroéconomique est la base d'une réussite durable. Avant de construire une belle nouvelle structure, nous devons nous assurer que les fondations sont solides.

Il s'agit de prendre les bonnes décisions de politique budgétaire et de faire en sorte que les déficits n'entraînent pas une augmentation de la dette publique qui menacerait la stabilité structurelle. Il s'agit de redéployer les dépenses publiques au profit des investissements dans les infrastructures et les ressources humaines, par exemple en réduisant les subventions universelles, notamment les subventions énergétiques aux effets pervers, et en accroissant les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation, aux dispositifs de protection sociale ciblés et à l'investissement public.

Je sais que les pays de la région s'associent pleinement à cette démarche et qu'ils enregistrent des progrès importants. J'en veux pour preuve le Maroc. Ces deux dernières années, il a réussi à réduire les subventions tout en augmentant les dépenses en faveur des programmes destinés à faciliter l'accès des populations les plus pauvres aux services de santé et à l'éducation.

Au delà de la stabilité macroéconomique, renforcer le pilier central signifie moins de privilèges et une économie plus participative.

Pour cela, il faut agir sur trois fronts : promouvoir un environnement propice au secteur privé, créer des emplois pour les jeunes et appliquer les règles avec impartialité. Ces trois axes constituent les fondations de ce projet.

1. Premier axe : promouvoir un environnement propice au secteur privé

Il s'agit tout d'abord de mettre en place un climat des affaires approprié, avec une réglementation plus efficiente et une plus grande concurrence.

Il y a beaucoup à faire sur ce front. Près d'un quart des entreprises dans les pays arabes en transition voient les démarches nécessaires à l'obtention des permis et licences comme une contrainte à leur activité; cette proportion est la plus élevée au monde. La bonne nouvelle à ce sujet est que les pays cherchent à simplifier le processus de création d'entreprises. L'ampleur du problème varie d'un pays à l'autre, mais tous peuvent mieux faire.

La réforme des régimes d'insolvabilité a également son importance — pour tenter de restructurer les entreprises en difficulté au lieu de recourir à l'outil extrême de la liquidation. Cela incitera davantage les entrepreneurs à investir et à prendre des risques.

Un environnement propice au secteur privé passe également par l'existence d'un financement adéquat. À l'heure actuelle, la région a le plus faible pourcentage au monde d'entreprises disposant de lignes de crédit ou de prêts, et moins de 10 % des crédits vont aux petites et moyennes entreprises.

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance d'une bonne infrastructure pour la prospérité des entreprises. Aujourd'hui, il est souvent difficile de simplement acheminer les produits vers les marchés, et les réseaux de transports et de télécommunications pourraient être plus fiables.

Enfin, les barrières tarifaires et non tarifaires restent trop élevées dans la région. Je l'ai souvent souligné : une intégration commerciale plus poussée contribuerait à créer plus d'emplois et à rehausser les revenus. Elle augmenterait aussi les connaissances et le savoir-faire par le biais de l'investissement étranger.

En combinant ces réformes — réglementation adéquate, financement, infrastructures, échanges — les pays arabes en transition devraient pouvoir libérer le dynamisme de leur secteur privé.

2. Deuxième axe : créer des emplois pour les jeunes

Ici aussi, l'expérience internationale nous montre que tout commence par l'éducation. Il faut doter les jeunes des compétences qui leur permettront de prospérer dans l'économie du XXI^{ème} siècle qu'ils s'appêtent à rejoindre. Plusieurs indices régionaux évoluent dans le bon sens : les taux d'alphabétisation sont globalement en hausse, et l'écart entre les jeunes filles et les jeunes garçons diminue. En fait, ces dernières décennies, la région a fait figure de modèle au regard de l'amélioration des indicateurs d'éducation.

Mais il y a encore du chemin à parcourir pour améliorer la qualité de l'éducation, notamment en prêtant davantage attention aux compétences que recherchent les entreprises modernes. Aujourd'hui, près d'un tiers des entreprises de la région citent le déficit de compétences comme une contrainte majeure.

Pourtant, cette région a toujours été reconnue comme un foyer de sagesse et de savoir. Songeons à l'âge d'or des Almohades dans l'histoire marocaine, lorsque les gouvernants finançaient les écoles et constituaient de riches bibliothèques, voyant dans les livres des ressources précieuses. C'est au Maroc que l'on trouve l'université Al Quaraouiyine, l'une des plus anciennes au monde. Quel merveilleux héritage!

L'éducation ne suffit pas; il importe également d'assurer un meilleur fonctionnement des marchés du travail pour qu'ils s'ouvrent davantage aux jeunes. Des enquêtes montrent

que près d'un quart des entreprises de la région perçoivent la réglementation du travail comme une contrainte à l'embauche. Certes, la réglementation est nécessaire pour protéger les travailleurs : il s'agit de trouver le juste équilibre.

Je voudrais dire quelques mots sur la participation des femmes à la population active, une question qui me tient particulièrement à cœur. Durant la dernière décennie, l'écart entre la participation des hommes et celle des femmes à la population active dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord était près du triple de l'écart moyen observé dans les pays émergents et en développement. Si au lieu du triple, l'écart avait été du double, l'économie de la région aurait produit 1.000 milliards de dollars de plus, soit un gain annuel de près de 6 points de PIB.

Il est donc impératif de faire participer les femmes en levant les obstacles obsolètes et en adoptant des politiques propices à leur contribution. Ibn Rushd lui-même déclarait : «traiter la femme comme un fardeau pour l'homme, c'est là l'une des causes de la pauvreté». La logique est claire : multiplier les opportunités pour les femmes, c'est promouvoir les intérêts de l'ensemble de la société.

3. Troisième axe : appliquer les règles avec impartialité

« Promouvoir un environnement propice au secteur privé », « créer des emplois pour les jeunes » — passons maintenant au troisième axe de ce projet : « appliquer les règles avec impartialité ». Il s'agit fondamentalement de transparence et de bonne gouvernance. Nous aurons beau avoir les meilleures règles et les meilleures politiques du monde, sans la bonne gouvernance qui est nécessaire pour bien les mettre en œuvre, elles perdront de leur efficacité et de leur légitimité.

Sans le troisième axe, l'équilibre restera vacillant.

Lorsque la gouvernance est fragile, c'est la confiance qui en pâtit le plus et, ainsi, la cohésion sociale. Nous le savons, il est bien plus facile de perdre la confiance que de la gagner. Malheureusement, il semble que la confiance se soit érodée ces dix dernières années dans les pays arabes en transition.

Une gouvernance fragile peut aussi miner l'efficacité de l'économie. Le fléau de la corruption ronge l'économie et dilapide de précieuses ressources. Par exemple, plus de la moitié des entreprises du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord déclare avoir été invitée à verser des pots-de-vin, une proportion nettement supérieure à celle des autres régions. Bien entendu, la corruption est à double sens : pour chaque fonctionnaire corrompu il y a un corrupteur.

La solution passe par une plus grande transparence dans les secteurs public et privé. Les gouvernements pourraient faciliter l'accès aux informations budgétaires, et je sais que plusieurs pays travaillent dans ce sens. Le secteur privé a lui aussi besoin d'une plus grande ouverture sur le plan des données financières et doit se doter de normes d'audit et d'information plus rigoureuses.

Nous avons également besoin de réglementations de qualité dont la mise en application est systématique et prévisible. Des enquêtes font apparaître que les entreprises de la région perçoivent un traitement inégal. La région souffre également de retards dans l'exécution des contrats.

Bien entendu, pour améliorer la gouvernance et combattre la corruption, il faudra agir sur les cœurs et sur les esprits autant que sur les lois et les institutions. C'est précisément là que la société civile a un rôle important à jouer, pour promouvoir des normes plus rigoureuses. Dans tout le monde arabe, les citoyens exigent les normes déontologiques les plus strictes dans tous les domaines de la vie économique. Nous devons les écouter.

Pour conclure, la voie que j'ai esquissée aujourd'hui pour «un pilier central qui repose sur la classe moyenne et la petite et moyenne entreprise» est une idée qui pourrait permettre de répondre aux aspirations légitimes des peuples de la région. Ce n'est bien sûr pas la seule idée possible. Il existe peut être d'autres idées, de meilleures idées, sur

l'action à mener et les priorités à accorder. C'est justement le type de réflexion que nous allons engager à la conférence d'Amman dans les prochains jours.

Vous le savez fort bien, il ne s'agit pas seulement de savoir quelles réformes il faut entreprendre, mais aussi selon quelles modalités. La société est impatiente, c'est compréhensible, et beaucoup de ces réformes prendront un certain temps à être mises en œuvre. Elles se solderont souvent par des gagnants et des perdants. Une chose est sûre : dans certains cas, les résultats seront rapides, mais dans d'autres, il y aura des revers. La persévérance est la clé du succès.

Je peux vous promettre une chose : vous ne serez pas seuls. Le FMI est un partenaire de chaque instant pour accompagner vos efforts de réforme. Lorsque nous sommes à vos côtés, ce sont tous les 188 membres de l'institution qui vous accompagnent. Nous continuerons à vous soutenir avec nos concours financiers, nos conseils, nos services de renforcement des capacités, et en facilitant le dialogue avec les autres partenaires. L'année passée nous avons par exemple conduits 55 missions d'assistance techniques dans les pays arabes en transition et sommes engagés sur des concours financiers d'un peu plus de 10 milliards de dollars.

En fin de compte, cependant, l'avenir de cette région est entre vos mains.

J'ai beaucoup parlé aujourd'hui du renforcement du pilier central sur le plan économique et social, mais, avant de conclure, je voudrais aussi mentionner qu'il est une autre entité qu'il convient de renforcer : je veux parler du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Le monde a besoin de votre contribution, de votre participation, de votre impulsion. Vous occupez une position centrale, à la croisée des chemins de l'économie mondiale — entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest.

Cette région fut jadis le cœur d'une grande civilisation, qui s'étendait des côtes de l'Atlantique aux rives de l'Euphrate — une civilisation nourrie par la sagesse et l'ingéniosité, fondée sur la dignité humaine, et unie par un sentiment de communauté d'intérêts à toute épreuve.

Votre passé inspirera votre avenir — et le nôtre aussi.

Je vous remercie — *ashkurukum!* »